

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Cinquante ans de fiasco de la « Françafrique »**

Cinquante ans de fiasco de la « Françafrique »

vendredi 6 décembre 2013, par [GALY Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 5 décembre 2013).

Pour le politologue et professeur en géopolitique Michel Galy, l'essentiel se tient dans cet éloquent constat : 50 interventions militaires françaises en Afrique subsaharienne en cinquante ans !

Jacob Zuma, président sud-africain, sera absent du sommet parisien convoqué par François Hollande à Paris les 6 et 7 décembre. Cela montre bien qu'il s'agit d'une de ces manifestations dont la Françafrique a le secret depuis cinquante ans : allégeance et préparation d'intervention militaire. Il en est d'autres : manipulation des opinions dans l'urgence, instrumentalisation des institutions internationales obéissent à des rituels réglés dont ni les observateurs extérieurs, ni les citoyens africains ne sont dupes !

Que n'a-t-on entendu encore récemment à propos de la Centrafrique, de la « *somalisation* » du pays à un début de « *génocide* » jusqu'à la « *guerre contre le terrorisme* » à venir à Bangui. Le Quai d'Orsay doit-il vraiment employer un vocabulaire aussi approximatif qu'irresponsable pour soutenir une politique d'interventions militaires ?

MANIPULATIONS DES SERVICES

A chaque fois, l'instrumentalisation des rébellions, les campagnes médiatiques, les manipulations des services précèdent le corps expéditionnaire. Un curieux unanimité idéologique apparaît : éditorialistes va-t-en-guerre, « chercheurs » instrumentalisés, politiques suivant aveuglément la dernière aventure coloniale.

Une des étranges coutumes de ces guerres africaines semble venir d'un déni public qui relèverait de la psychanalyse collective : non, « *ce n'est pas une aventure coloniale* » ; oui, la « *Françafrique est finie depuis longtemps* » ; non, « *cette fois c'est autre chose* ». Unanimité troublant qui, relu rétrospectivement, renvoie à l'étonnement sur ceux qui, à chaque fois, profèrent les mêmes billevesées. L'essentiel est là : 50 interventions militaires françaises en Afrique subsaharienne en cinquante ans !

Et ce, dans une grande continuité sarko-hollandiste, dans la lignée du « mollétisme » en Algérie, avec des innovations qui sont autant de régressions idéologiques. Certes la permanence d'hommes du « complexe militaro-colonial » aux postes-clés de l'armée et de l'Etat explique nombre de ces recommencements. Mais ces interventions entraînent la France dans une sorte de recolonisation accélérée, qui, par ses formes et sa dynamique, singularise notre pays par rapport aux autres puissances en Afrique.

Ce qui se passe au Mali n'est que la conséquence de la catastrophique intervention libyenne, aussi mal pensée qu'agie. Que dire de celle en Côte d'Ivoire, bombardant présidence et résidence, envoyant les forces spéciales arrêter Laurent Gbagbo, si ce n'est que depuis l'Algérie et le Cameroun, on n'a vu pareille opération, aux conséquences géopolitiques encore à venir ?

Car, selon l'expression du politologue Bertrand Badie, le risque à terme, devant la faillite d'Etats qu'on soutient militairement en obérant leur peu de légitimité péniblement acquise, est bien qu'ils cherchent dans un transfert violent vers le religieux une alternative au modèle en échec, et qu'ils se transforment en « sociétés guerrières ».

METTRE FIN À L'INADMISSIBLE

Ce qui paraît évident aux observateurs extérieurs, et qui, par autisme « françafricain », semble ignoré par les élites françaises... Croit-on que c'est par lâcheté ou ignorance que pas un seul grand pays européen n'a accompagné nos armées en Côte d'Ivoire, au Mali ou en Centrafrique ? De telles interventions sont impensables par exemple pour la Grande-Bretagne au Zimbabwe ou au Kenya. Jusqu'à quand abusera-t-on des expéditions militaires en terre africaine ? Quand retirera-t-on les bases françaises en Afrique que nous sommes les seuls parmi les Etats occidentaux à maintenir ?

Sans doute quand les princes qui nous gouvernent y seront obligés sous les pressions diplomatiques extérieures et les opinions panafricaines déterminées à mettre fin à l'inadmissible : cent cinquante ans de domination militaire et d'exploitation violente sous des formes diverses mais avec des résultats similaires - maintien de dictatures ou de « démocraties » savamment instaurées, entretenues, louangées. Demain, à l'Elysée, seront encore une fois reçus les autocrates, parfois héréditaires, des néocolonies africaines.

François Hollande a le choix : s'inscrire dans cette continuité anachronique ou aider les peuples africains à se libérer ! Et si le départ des bases françaises doit se faire, un encouragement public aux démocrates africains, aux diasporas militantes et aux panafricanistes peut contribuer à faire tomber les honteuses tyrannies africaines d'influence française. Un changement maintenant est là aussi possible.

Michel Galy

P.-S.

* LE MONDE | 04.12.2013 à 18h22 • Mis à jour le 05.12.2013 à 19h44.

* Michel Galy (Politologue, professeur de géopolitique à l'Institut des relations internationales (Ileri, Paris))